Madame la ministre de la Santé, libérez l'avortement

jeudi 4 avril 2019, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2019).

Face à la menace de « grève des IVG » lancée par certains gynécologues pour faire pression sur le gouvernement, un collectif demande à Agnès Buzyn de saisir le conseil de l'ordre et de supprimer la clause de conscience relative à l'avortement.

Madame la ministre,

Nous sommes de ces femmes qui ont vu, le 13 mars dernier, leurs droits pris en otage par le Syndicat des gynécologues et obstétriciens français (Syngof). Nous sommes de ces femmes qui ont vécu cette menace de « grève des IVG » comme l'ultime provocation de médecins dont les dérives ne datent pas d'hier. Nous sommes de ces femmes qui ont subi, années après années des violences gynécologiques et obstétricales. Aujourd'hui, dénoncer l'inacceptable ne suffit plus.

Vous avez, Madame la ministre, condamné le procédé des docteurs Marty, de Rochambeau et Paganelli, soulignant dans un communiqué, « le caractère inadmissible de ces menaces ». Vous avez insisté sur le fait qu'en « aucun cas une telle prise en otage des femmes ne peut servir de levier de négociation ou de médiatisation ». Pourquoi ne pas aller plus loin ? D'après l'article R4126-1 du Code de la santé publique, « l'action disciplinaire contre un médecin (...) peut être introduite devant la chambre disciplinaire de première instance » par « le ministre chargé de la santé ». Il va donc de votre devoir, Madame la ministre, de saisir la Chambre disciplinaire de première instance de l'Ordre des médecins.

Mettre fin aux pressions médicales sur les femmes

Vous n'êtes pas sans savoir, Madame la ministre, que cet appel à la grève, diffusé massivement auprès de 1600 médecins par le premier syndicat de gynécologues de France constitue une incitation au délit d'entrave à l'IVG.

Cette injonction a nécessairement pour objectif d'exercer des pressions sur les femmes qui souhaiteraient recourir à l'IVG et qui se trouvent confrontées à la peur qu'un praticien leur refuse ce soin et leur impose ses opinions.

Renforcer la loi sur l'avortement en abrogeant la clause de conscience spécifique à l'IVG

Nous réitérons ici, la demande récurrente des collectifs féministes et du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE) de supprimer la clause de conscience spécifique à l'IVG. En la détournant de son usage, le SYNGOF a prouvé que cette double clause est un instrument mis à la disposition des anti-IVG pour contrer la loi sur l'avortement. Conçue en 1975 pour faire passer la loi sur l'avortement, la clause spécifique est aujourd'hui le symbole d'un pouvoir médical qui s'arroge le droit de contester la loi et qui continue de se mobiliser pour contrôler le corps des femmes. Madame La Ministre, vous respectez l'héritage de la loi de Simone Veil et vous vous réclamez de cette figure, faites lui honneur en abrogeant la clause de conscience pour garantir véritablement le droit à l'IVG.

Autoriser les sages-femmes à pratiquer l'avortement instrumental

Afin d'enrayer le problème récurrent d'accès à l'avortement, nous réclamons que la loi autorise les sage-femmes à pratiquer l'avortement instrumental. Vous avez rappelé à juste titre que c'est un acte chirurgical à faible risque. L'IVG n'est pas un acte relevant de la pathologie gynécologique. Il relève donc de la compétence des sages-femmes déjà autorisées à pratiquer l'avortement médicamenteux depuis 2016. D'ailleurs, l'Organisation Mondiale de la Santé préconise l'intervention autonome des sages-femmes dans l'IVG instrumentale au premier trimestre de la grossesse.

Nous refusons d'être victimes de médecins qui nient nos droits, jugent nos choix, et violentent nos corps en les instrumentalisant à des fins personnelles. en les instrumentalisant à des fins personnelles.

Madame la ministre, libérez l'avortement ! Libérez les femmes des abus de pouvoir médical !

Parmi les signataires :

Avortement en Europe : les femmes décident collectif composé de 105 associations et organisations, **Rebecca Amsellem** fondatrice de la newsletter *les Glorieuses*, **Isabelle Attard** ex-députée écologiste, **Clémentine Autain** députée La France insoumise, **Lauren Bastide** journaliste, podcast la Poudre, **Julien Bayou** porte-parole national EE-LV, **Fatima Benomar** porte-parole des Efronté-e-s, **Chantal Birman** sage-femme, **Sonia Bisch** porte-parole collectif Toutes contre les violences obstétricales et gynécologiques, **Laura Berlingo** gynécologue obstétricienne, **Jacques Boutault** maire écologiste du II^e arrondissement de Paris, **Francine Caumel** sage-femme, **Laurence Cohen** sénatrice du Val-de-Marne, **Mélanie Déchalotte** journaliste, **Monique Dental** présidente du Réseau féministe Ruptures, **Mounia El Kotni** chercheuse en anthropologie de la santé, Emma bédéaste, **Camille Froidevaux-Metterie**, professeure de science politique et chargée de mission égalité-diversité à l'Université de Reims, **Christian Gaudray** président de l'Union des Familles Laïques - UFAL, **Cécilia Gondard** secrétaire nationale du Parti socialiste à l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations, **Marie Laguerre** ingénieure, **Marie-Hélène Lahaye** juriste, **Ophélie Latil** fondatrice Georgette Sand, **Anaïs Leleux** militante féministe, **Michèle LOUP** présidente de l'association Du côté des femmes (DCDF), **Raphaëlle Rémy-Leleu** porte-parole d'Osez le féminisme !, **Claire Monod** coordinatrice nationale de Génération.s, **Raquel Rico Berrocal** anthropologue et sage-femme, **Muriel Robin** comédienne, **Suzy Rojzman** porte-parole du Collectif national pour les droits des femmes, **Laurence Rossignol** sénatrice, vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes, **Bruno Sanches** comédien, **Elise Thiébaud** essayiste, **Martin Winckler** médecin, écrivain, éthicien.

Retrouvez la liste complète des signataires :

https://docs.google.com/document/d/1J0tL4iXKY8_WMcbtoTFE5rMoKLaQXApSp9fg3XyxPuM/edit

P.-S.

• Publiée en tribune dans Libération, 4 avril 2019 à 07:07 :

https://www.liberation.fr/debats/2019/04/04/madame-la-ministre-de-la-sante-liberez-l-avortement_1719150